

Syrie : Démasqué, le président du Conseil des ministres s'enfuit

RÉSEAU VOLTAIRE | 6 AOÛT 2012

ESPAÑOL ENGLISH ITALIANO



Se sentant démasqué, le président du Conseil des ministres syriens, Riad Hijab, a été exfiltré par l'OTAN vers le Liban, dimanche 5 août 2012.

L'agence de presse nationale syrienne (SANA) n'a pas rendu compte de l'événement, se contentant de signaler qu'il avait été « démis de ses fonctions ».

La Syrie étant un régime présidentiel (comme les États-Unis), les ministres sont nommés directement par le président de la République et cette vacance n'a pas d'incidence sur le reste du gouvernement. Le président Bachar el-Assad a demandé à l'un des quatre vice-présidents du Conseil, Omar Ghalawanji, d'exercer les fonctions de président du Conseil des ministres.

Le chef de l'Armée syrienne libre a annoncé que M. Hijab avait fait défection avec d'autres ministres. La télévision syrienne a montré des images panoramiques de la réunion du Conseil des ministres sous la présidence d'Omar Ghalawanji afin que chacun puisse constater que nul ne manque à l'appel. En outre, le ministre des Biens culturels –dont le nom avait été cité par une agence de presse– a fait une déclaration à la télévision sur un sujet secondaire

afin de mettre un terme aux rumeurs de la presse occidentale le concernant.

La trahison de Riad Hijab est la première d'importance depuis le début de la crise. Selon son porte-parole, Mohamed Otri, qui s'est exprimé depuis la Jordanie, M. Hijab travaillait secrètement au renversement de Bachar el-Assad bien avant d'accepter les fonctions de président du Conseil des ministres, il y a six semaines, le 23 juin.

Le président du Conseil des ministres coordonne la mise en œuvre de la politique intérieure, mais n'a aucun pouvoir en matière de Politique étrangère et de Défense, « domaines réservés » du président de la République.

Comme dans le système constitutionnel états-unien, les principaux pouvoirs de nomination reviennent au président de la République. Le président du Conseil des ministres n'a donc pas pu placer des hommes à lui à des postes stratégiques de l'État.

À ce stade de l'enquête, il semble que l'opération « Volcan de Damas et séisme de la Syrie », qui a échoué, devait consister en un coup d'État militaire auquel Riad Hijab aurait donné une onction civile. Washington et ses alliés pensaient qu'après la décapitation du commandement militaire (attentat du 18 juillet), des généraux et leurs régiments s'empareraient du pouvoir avec l'aide des mercenaires entrant depuis la Jordanie, puis ils l'auraient remis dans les mains de M. Hijab. Le département d'État aurait alors applaudi à la victoire de la « démocratie ».

On ignore à quel moment les services de sécurité ont commencé à douter de la loyauté du président du Conseil des ministres. Celui-ci n'avait pas été inquiété et participait encore hier à une inauguration officielle, mais il avait évité de retourner à son bureau depuis deux jours.

Bien qu'ayant exercé des fonctions au sein du Baas, Riad Hijab était un technocrate, pas un leader politique. Ancien préfet de Lattaquié, jouissant d'une excellente réputation d'administrateur, il avait été nommé ministre de l'Agriculture, puis président du Conseil des ministres parce que n'étant pas lié à un courant

politique, il semblait plus apte que d'autres à œuvrer à l'unité nationale. C'est le contraire qui s'est produit. N'étant lié à aucun groupe, il a pu changer de bord sans être retenu par un engagement.

Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Information, Omrane al-Zohbi, a souligné que –à la différence de l'Arabie saoudite– la Syrie est un État, et que la disparition d'un homme ne peut affecter la marche de l'État.

Source : « Syrie : Démasqué, le président du Conseil des ministres s'enfuit », *Réseau Voltaire*, 6 août 2012, www.voltairenet.org/a175283